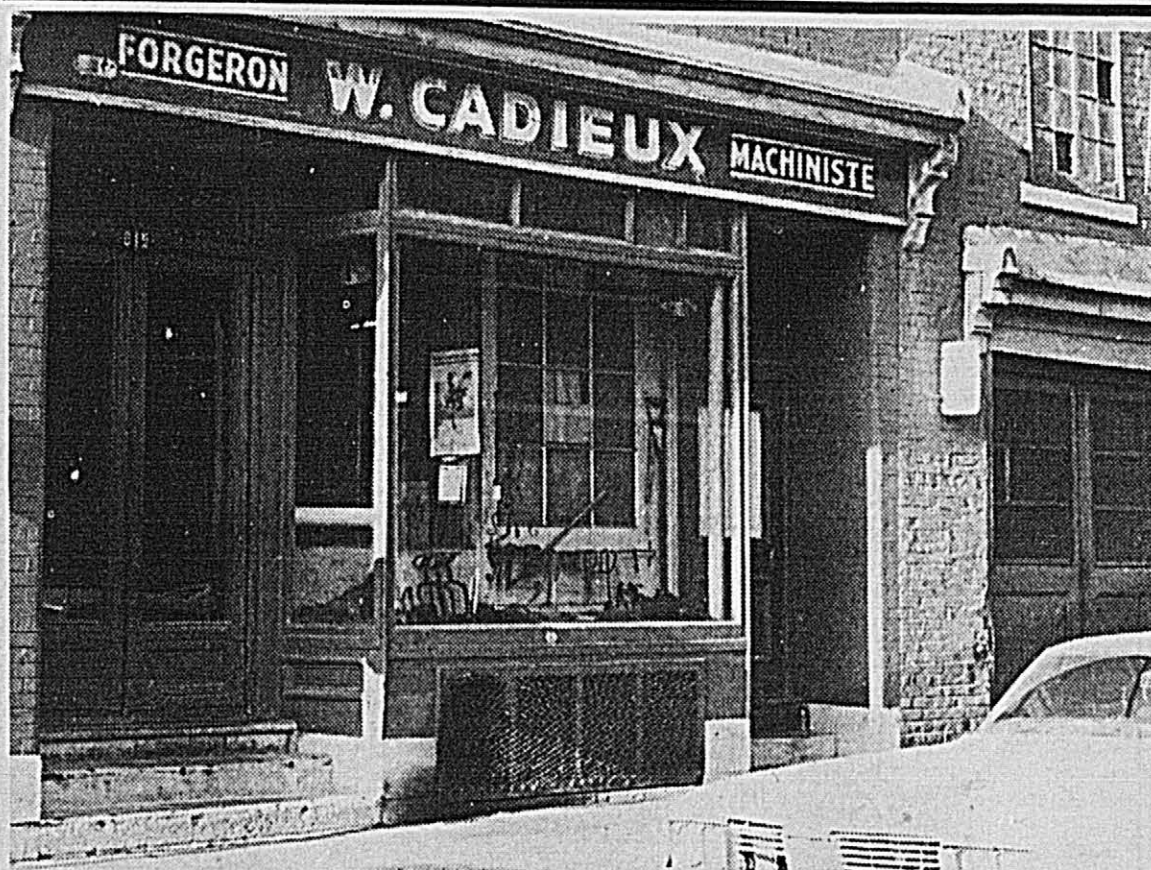




Une époque révolue

par Louise Legault

Tour au bout de la rue Saint-Paul, dans un coin isolé du Vieux Montréal, se trouve une petite boutique aux carreaux grisâtres qui recèle, derrière une façade des plus banales, une relique d'une époque révolue. La plus vieille forge de la ville de Montréal y opère toujours, oubliée par la roue insensible du Progrès.

C'est une vision d'un autre âge, un brusque retour en arrière aux cauchemars de la Révolution industrielle.

Dans la pénombre, un dédale de machines plus impressionnantes les unes que les autres, un fouillis de poulies et de courroies rougeolent cruellement. Un petit homme au regard malin, au gestes lents et

durs, est le dernier à y tenir boutique avec un autre homme réduit au silence par le silement de la meule.

Ces murs crépis sont remplis de souvenirs d'autres hommes semblables, aux larges mains et aux doigts épais, qui se sont succédés sur ces machines patinées par le temps. Coupeuse, perceuse, marteau-pilon et filère se mettent en branle sous la poussée invisible d'un seul moteur.

Depuis bientôt quatre-vingts ans, ces hommes refont les mêmes gestes, dans l'odeur âcre du métal et la chaleur des cinq forges, avec tout le respect dû à la précision impardonnable de la machine.

Avec eux, s'éteint toute une tradition, toute une époque...



Photos: Gilbert Cerat

McGillDaily

Édition française hebdomadaire
Jeudi, le 8 décembre 1977
Volume 67, no. 60
3 Cents

Études québécoises:

Une nécessité à McGill

par Louise Legault

A ses débuts, le Centre d'Études Canadiennes-Françaises (CECF) n'était appelé qu'à être un centre de recherches à l'usage des professeurs de l'Université McGill, intéressés à l'étude de la société québécoise. Depuis lors, ses fonctions se sont diversifiées et il compte main-

tenant, après seulement quatre d'années d'opération en ce domaine, au-delà de 700 étudiants au niveau sous-gradué.

De nombreuses critiques ont été adressées à son sujet, plus particulièrement sous l'administration Lapierre. En effet, à la demande de l'administration, le Professeur Laurier Lapierre remplissait plus souvent qu'autrement les fonctions d'un agent de relations publiques, appelé à répondre, à travers le Canada, à la fameuse question: *What does Quebec want?*

On oublie trop facilement certaines réalisations de l'administration Lapierre, notamment des conférences réunissant de nombreux chercheurs autour de thèmes d'importance majeure, et aussi le montage d'une collection d'ouvrages sur le Québec considérée unique en son genre. Plus de 125 chercheurs ont collaboré à différents niveaux avec le Centre, discréditant par le fait-même l'accusation de "folklorisme" lancée à l'administration.

De graves lacunes

L'apport du CECF à l'étude du Québec n'est donc pas négligeable mais le Professeur Jean-Louis Roy y voit tout de même de graves lacunes, au niveau de certains sujets présentement capitaux dans la société québécoise. Que l'on songe à l'étude des administra-

tions publiques et parapubliques québécoises, des minorités du Québec ou encore l'histoire du débat constitutionnel, aucun de ces sujets ne sont suffisamment couverts dans les différentes facultés de l'Université. Ils seront l'objet de conférences dans les mois qui vont suivre mais, ces besoins ne seront pas comblés, selon Jean-Louis Roy, dans un avenir très proche, étant donné la présente situation financière de l'Université.

D'autres problèmes se posent, ceux-ci surtout au niveau administratif. Le Centre n'offre toujours pas de programme gradué, tel qu'il en existe à Carleton et il ne dispose pas des services d'un directeur de recherches, fonction que ne peut entièrement assumer le directeur du Centre. Mais là encore, on se butte au manque de fonds.

Le professeur Roy ne voit rien de mauvais à ce que McGill offre les mêmes programmes et cours que les universités francophones. Il ne s'agit pas, selon lui, d'enlever la clientèle aux universités francophones mais bien de promouvoir un débat aussi éclairé que possible sur un sujet donné. Il voit dans la promotion d'une "spécialisation" des campus "une réduction des têtes, un argument foncièrement fasciste."




Mildon Morris & Butler

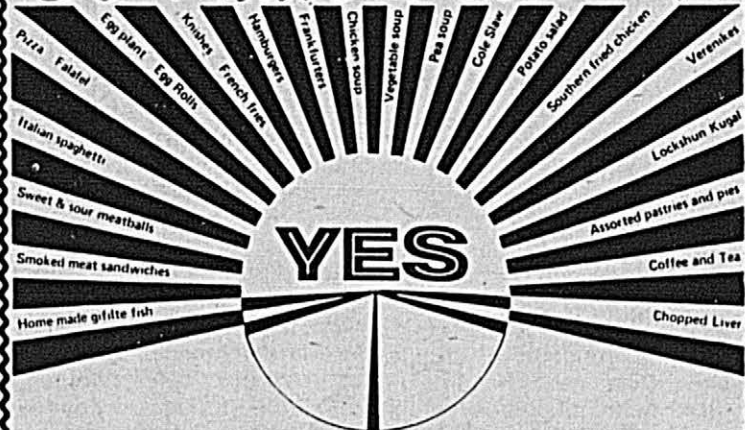
INC.

**DISPENSING
OPTICIANS**
**CONTACT
LENSES**

FOUR LOCATIONS TO SERVE YOU

1460 Sherbrooke W. [corner of Mackay]
3550 Cote des Neiges [Seaforth Medical Bldg.]
5016 Sherbrooke W. [near Claremont]
Cavendish Mall, Cote St. Luc

842-3809
932-6806
487-5131
482-8290

Do I have a choice?

at Chabad Cafeteria, 3429 Peel St.

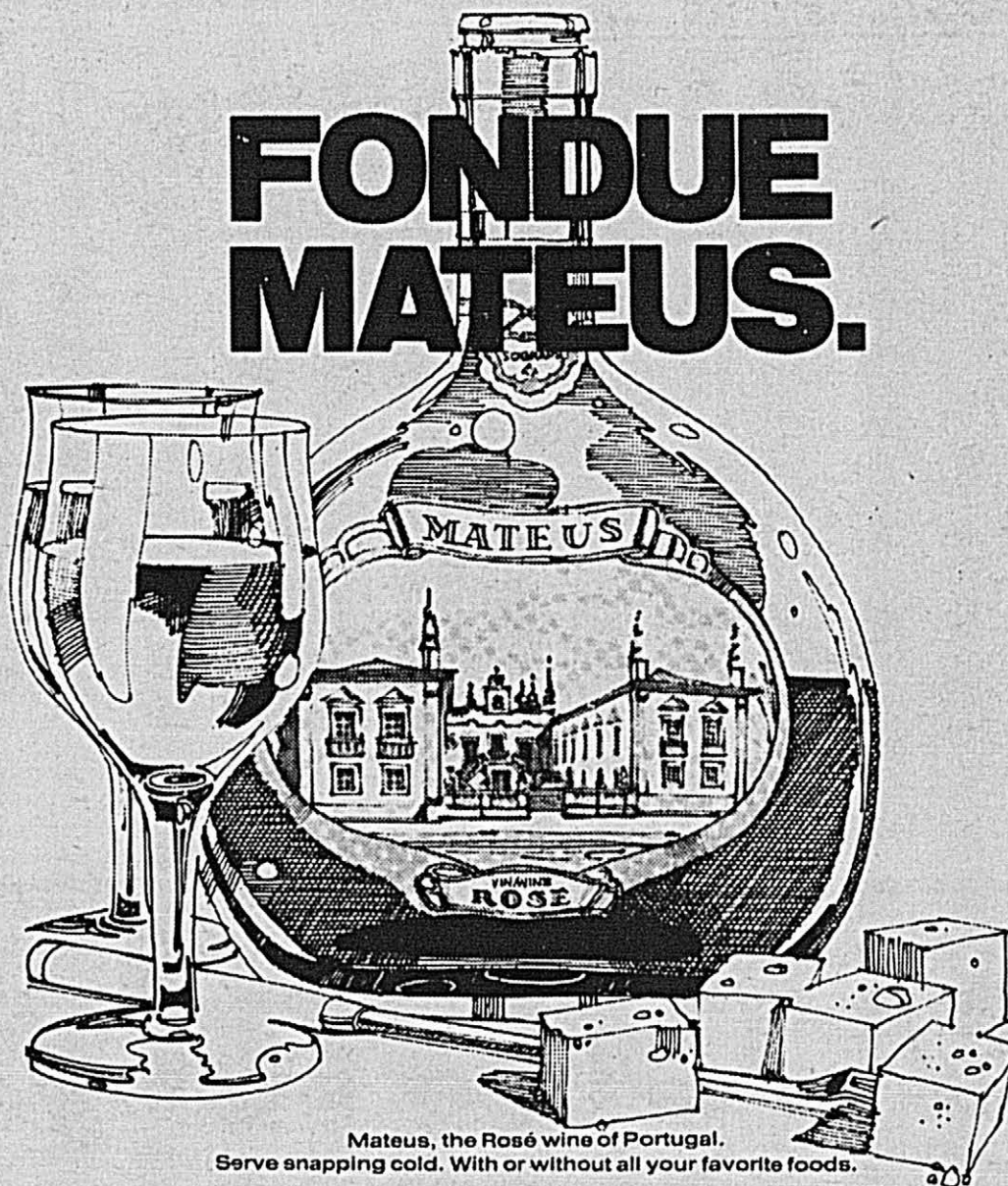
Open: Lunch time week-days from 11:30 am — 2:00 pm & Saturday and Sunday evenings.

 Glatt Kosher food Pleasant and warm atmosphere
Very reasonable prices

 Prepared by our famous Hungarian chef Mrs. Nebenzahl
For information or reservations call 842-6616

OPENING SPECIAL — FREE LATKES
Sunday, December 4th at 7:30 pm

FONDUE MATEUS.


 Mateus, the Rosé wine of Portugal.
Serve snapping cold. With or without all your favorite foods.

MATEUS. MORE POPULAR THAN EVER.
Marketed across Canada by Schenley Wines and Spirits Ltd.

Uncompromising gifts from HEWLETT-PACKARD

HP21 Scientific

HP22 Financial

HP25 Programmable

HP27 Preprogrammed financial, statistical & mathematical

HP29C Advanced Programmable with Continuous Memory

HP10 Hand-held 4 function printing calculator

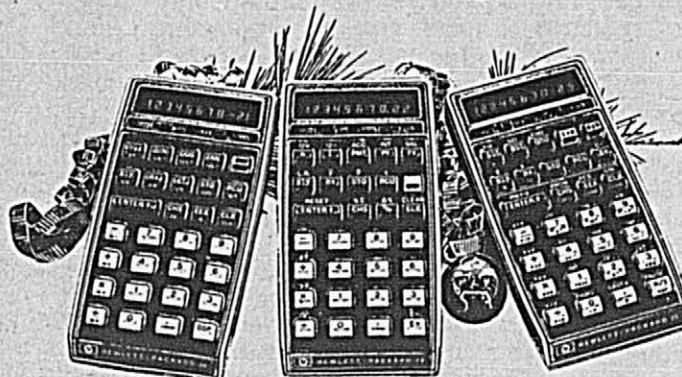
HP19C Hand-held advanced programmable printing calculator

HP67 Programmable with magnetic cards

HP97 Portable printing programmable with magnetic cards

HP92 Portable printing advanced financial investor

Quality calculators backed by unbeatable service



Test the calculators for yourself. Free detailed literature on all models at:

McGill University Bookstore

10% DISCOUNT FOR MCGILL STUDENTS ON ALL MODELS.

Associations étudiantes:

Problèmes financiers causent l'instabilité



Les étudiants de Montmorency manifestaient cet automne, demandant la liberté d'expression sur le campus.

par Andrew J. Porter

La session d'automne dans les universités au Québec a vu un net gain dans la somme des revendications des associations étudiantes si on considère le peu de militantisme qui existait l'année dernière.

D'une façon indirecte ou directe les problèmes à l'université Laval, l'Université de Montréal, et dans plusieurs CEGEP dérivent en grande partie des efforts des administrations pour instaurer une certaine atmosphère d'incertitude par des méthodes de contraintes budgétaires, et par des pressions pour limiter la liberté d'expression des étudiants sur le campus.

Selon la majorité des observateurs, ce problème est la cause de l'instabilité des associations étudiantes. A l'Université de Montréal les associations étudiantes et leur Fédération (FAECUM) a lutté pendant la grande partie de la session pour obtenir une assouplissement dans un règlement de l'administration quant

à la date du paiement des frais de scolarité. La FAECUM a démontré une très grande volonté de se battre pour les revendications de leur étudiants mais il faut remarquer que l'administration détient encore une assez grande marge de manoeuvre qui peut limiter les activités des associations étudiantes. Parce que l'association des étudiants dépend des subventions de l'administration pour démarrer ses activités sur le campus, à l'U de M, elle a vu le pouvoir de sa publicité diminuer à cause des limites survenues au cours de sa campagne contre le paiement immédiat des frais de scolarité.

C'est difficile d'élaborer cette hypothèse plus loin que de dire que des cotisations déduites à la source avec le paiement des frais de scolarité aidera à promouvoir la solidarité chez les associations étudiantes.

Prenons le cas de l'Université Laval où l'année dernière les associations étudiantes avaient fait plusieurs demandes auprès de l'administration. Les étudiants avaient boycotté les frais, manifesté et ils occupé des locaux pour six semaines.

Cette année, l'administration a décidé de couper une grande partie des subventions aux associations étudiantes et l'association se trouve dans une position difficile car leur seule source de fonds consiste dans les contributions volontaires et peu organisées des étudiants eux-mêmes.

Les difficultés que l'association subit à Laval se reflète

dans le mauvais fonctionnement de l'association étudiante. Le cas du journal Le Carabin est un bon exemple. Le Carabin est un journal très respecté pour sa qualité journalistique, publié habituellement une fois par semaine mais cette année le journal manque de ressources financières pour publier et les étudiants sont en fait privés de leur hebdomadaire.

La situation à Laval s'est de plus en plus dégradée à cause de cette attitude de "séraphin" de l'administration et selon un membre de l'association étudiante à Laval: "les associations qui sont les moins vocales et sages comme des moutons sont celles que l'administration subventionne le plus".

La seule chance que pourrait avoir les associations étudiantes à Laval s'ils veulent faire revivre leurs associations serait un référendum sur la question du paiement de cotisations étudiantes en même temps que le paiement des frais de scolarité.

L'association étudiante compte faire ce référendum dans le mois de février et ils espèrent que l'administration respectera le résultat pour enfin accorder aux étudiants leurs droits à une vie d'association étudiante stable. Sinon on pourrait s'attendre à d'autres boycottages, manifestations et occupations si l'administration refuse de leur accorder les mêmes privilèges qu'ont la plupart des universités y compris McGill.

Langues secondes:

Hausse des inscriptions

par Paul Tremblay

La loi 101 a eu, comme prévu, ses conséquences dans l'enseignement des langues secondes à McGill. On aurait pu penser qu'une certaine augmentation des inscriptions dans le domaine de l'enseignement du français langue seconde se serait produite. Cependant, les chiffres que M. Rebuffeau, directeur du département de la didactique des langues secondes à la Faculté de l'éducation, a avancés démontrent que les étudiants s'intéressent beaucoup plus à l'enseignement de l'anglais comme langue seconde qu'à celui du français.

B. Ed. programme de 3 ans-temps plein

Hausse des inscriptions, U1:
-Français langue seconde, niveau élémentaire: 10
-Anglais langue seconde (ESL), niveau secondaire: 8

On note, par exemple, dans le programme d'un an d'étude, après avoir obtenu un BA, une augmentation du nombre d'étudiants dans le programme English as a second language (ESL). Le nombre d'étudiants inscrits passe de 21 à 25 pour cet enseignement au niveau secondaire. On note cependant une baisse de six étudiants dans le secteur primaire et secondaire du programme d'enseignement du français langue seconde. Selon M. Rebuffeau, un manque de travail dans ce secteur l'an dernier a pu décourager les futurs candidats. "L'augmentation du nombre d'étudiants dans les programmes d'enseignement de l'anglais comme langue secon-

de peut être expliqué par la politique du gouvernement désirant une meilleure qualité de l'enseignement de l'anglais dans les écoles françaises."

Il faut remarquer une augmentation dans le programme

Programme d'un an après un BA-temps plein

-Français langue seconde, niveau élémentaire: -6
-Français langue seconde, niveau secondaire: -6
Anglais langue seconde (ESL), niveau secondaire: 4

B. Ed. (temps plein, 3 ans) en ce qui a trait à l'enseignement du français langue seconde à l'élémentaire et de l'ESL au secondaire. On prévoit sérieusement une hausse du nombre d'étudiants dans ce dernier programme. En effet, pour l'année 1976-77, un total de 147 étudiants s'étaient inscrits pour un total de vingt cours. Or, pour les cours du premier semestre, 96 étudiants sont

Certificat en enseignement des langues secondes, temps partiel

30 crédits, programme destiné aux enseignants
-Français langue seconde, niveau élémentaire: 2
-Français langue seconde, niveau secondaire: 1
-Anglais langue seconde, niveau secondaire: 3

Ce programme comprend aussi des cours télévisés (TESL), obligatoires pour l'obtention du certificat.

déjà inscrits à 8 cours et il reste encore 12 cours à la deuxième session dont les inscriptions ne sont pas encore définitives.

Les politiques linguistiques et d'éducation amènent cet état de choses. Il faut naturellement attendre de plus amples statistiques pour pouvoir se prononcer avec plus de sûreté mais les chiffres actuels semblent, de toutes façons, une conséquence normale de ces politiques.

Au Quat' Sous:

Pièce de M. Tremblay

par Marie Claude Saint-Laurent

Le théâtre de Quat'sous présente le 24 novembre une pièce de Michel Tremblay, mise en scène par André Brassard, *Damnée Manon, Sacrée Sandra*. Cette pièce, qui tiendra l'affiche jusqu'au 18 décembre, est dans la lignée des *Belles Soeurs* et de *Marie-Lou* et remet en cause les deux sujets préférés de l'auteur, la religion et le sexe.

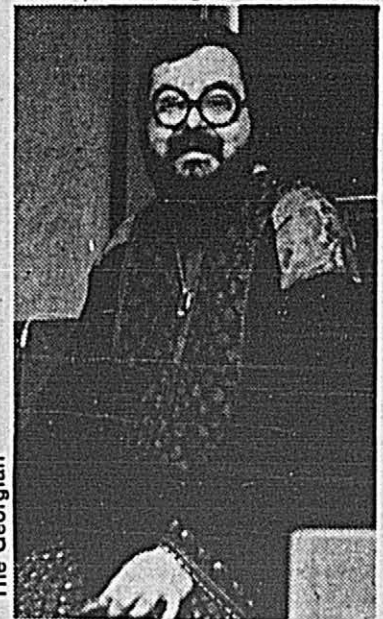
Une scène séparée en deux par une immense statue de la Vierge tenant un grotesque chapelet rouge en plastique, à droite Manon la dévote dans ses images du bon Dieu. À gauche Sandra le travesti entouré de photos d'hommes nus et de spectacles. La pièce commence par un monologue de Manon qui vient d'acquiescer ce chapelet rouge à un prix élevé "Cam'a coûté ben cher, ah oui, bien cher, mais qu'est-ce que je fais pas pour le bon Dieu..." et on a alors droit à toutes les relations inconscientes et images au sous-entendu sexuel Manon a de son bon Dieu.

De l'autre côté, à gauche, dans un soi-disant autre appartement, la "belle Sandra" se polit les ongles en vert et se met

du rouge à lèvres de cette même couleur et nous décrit tout ce qu'il va faire avec ses amants. Langage "cheap", apparence frôlant le mauvais goût volontaire comme toutes les "tappettes" de Tremblay (ref: *La Duchesse de Langeais*) Sandra a fini comme ça à cause de la société, parce que tout est sexe (pour utiliser une écriture décente et digne de ce journal) et rien ne se fait sans sexe.

La Pièce se compose de monologues allant d'un "appartement" à l'autre décrivant tout à tour les besoins, intérêts et compréhension du monde de chaque personnage. Tous deux tourmentés, l'une par sa peur de se faire abandonner par la seule personne qui l'aime, le Christ, et qui en devient hystérique et l'autre se demandant comment il est arrivé si bas, comment il peut dépendre autant des besoins de ses sens et ne vivre que de ça. Manon et Sandra, tout au long de leurs "discours intérieurs" parleront l'un de l'autre, ayant été de très bons amis d'enfance. L'un manque et regrette l'autre et vice versa et on comprendra comment le sort a séparé leur desti-

née d'amants de coeur. La pièce se terminera par les retrouvailles de façon accidentelle de ces deux personnages contraires.



Michel Tremblay

Très bien jouée, décors simples mais suffisants, cette pièce est à voir surtout si l'on n'a pas déjà abusé du "style Tremblay" et dès lors risquer de tomber dans les répétitions du style et du langage.

Les musiciens en colère

par Pierre Thibault

Face à des problèmes d'édition, distribution, production et même de survie, environ 170 musiciens se réunissent le 17 octobre dernier à Montréal pour fonder le Mouvement des travailleurs et travailleuses de la musique du Québec afin de promouvoir l'entraide mutuelle, favoriser la prise en main des moyens et outils de production de la musique, se doter d'information et travailler à la création d'un syndicat des travailleurs de la musique au Québec.

En réponse aux problèmes qu'ils ont identifiés, ceux-ci se sont entendus pour que "les solutions viennent des travailleurs et travailleuses de la musique eux-mêmes". "On essaie de pratiquer notre métier de la meilleure façon mais, jusqu'à maintenant, ça n'a pas été le cas", selon l'un des participants à cette assemblée. "Il faut permettre à plus de monde d'enregistrer. Il est très difficile de faire un disque". "Les tournées sont de plus en plus mal organisées à moins que des musiciens se produisent eux-mêmes," selon un autre.

Ils ont aussi des critiques vis-à-vis des sociétés percevant les droits d'exécution publique telles CAPAC et BMI. Ainsi, plusieurs artistes ne reçoivent rien de ces droits d'exécution. La chanteuse Monique Layrac n'aurait rien reçu de la compagnie Columbia pendant 8 ans, croyant n'enregistrer que pour la promotion de ses spectacles. Chez Trans World, il en aurait été de même pour Pauline Julien, aussi pendant 8 ans.



\$100 millions par année

Ces musiciens s'élèvent contre la domination de multinationales de l'industrie du disque contrôlant la majorité du marché québécois qui représente \$100 millions par année avec près de \$10 millions en produits québécois. "La production locale est étouffée par la production étrangère et il faudrait faire passer des lois qui protègent la culture québécoise", affirme Yves Lafférière, membre de l'exécutif du Mouvement.

Musiciens et gouvernement

Dans une lettre envoyée au comité provisoire qui avait été créé avant la fondation du MTMQ, lors d'une première

assemblée en mai dernier, le ministre de la culture du Québec, Louis O'Neill, dit donner son appui au Mouvement en faveur d'un syndicat québécois. Mais à des questions posées par des musiciens, le représentant du ministre qui était présent à l'assemblée, Serge Thibodeau, répondait "vous dire ce qu'on va faire, c'est difficile. On part de loin".

Une proposition demandant une enquête gouvernementale sur la situation syndicale des travailleurs de la musique au Québec fût adoptée avec quelques oppositions et de nombreuses abstentions. En effet, ce vote suivait un débat opposant les tenants d'une enquête gouvernementale à ceux qui préféraient une enquête syndicale, les premiers voyant dans le gouvernement le seul instrument assez puissant pour faire le travail alors que les seconds trouvaient de mauvaise augure de répéter l'expérience de la commission Cliche qui "n'a finalement rien donné et est retombé sur le dos des bons syndicalistes."

La Guilde

Cette demande d'enquête a pour origine les griefs que ces

musiciens ont envers la Guilde des musiciens dont la plupart des musiciens professionnels sont membres. "S'il y a des musiciens à sortir de la merde, c'est ceux de cabarets. Mais la Guilde ne l'a pas fait" dit un musicien de la télévision. Pour un autre, "la Guilde est une institution préhistorique." On reproche à cette organisation syndicale affiliée à l'American Federation of Musicians de ne défendre que les intérêts de ses membres les plus favorisés, d'appliquer des critères de fonctionnement de l'AFM qui ne correspondraient pas à la situation des travailleurs de la musique au Québec, que de n'encaisser les cotisations syndicales.

Un peu moins de 200 musiciens ayant répondu à un appel lancé à trois mille musiciens, "il est important de ne pas sauter la première étape d'un mouvement de solidarité, avant de construire le syndicat," selon un dirigeant du Mouvement. Les dirigeants du MTMQ ont réaffirmé leur intérêt à travailler avec la CSN qui travaille sur ce dossier depuis la création du comité provisoire en mai '77.

FOR PROMPT DELIVERY, CALL :

842-8075

CLAUDE BISSONNET
SUPER MARKET
ÉPICIER - GROCIER

537 Milton St., Montreal

Epicier licencié - Licensed Grocer

Want to QUIT SMOKING?

If you've been thinking of quitting or reducing smoking, you can participate in a treatment program involving a recently developed stop smoking technique. For further information please call Dr. Campbell Perry, Applied Psychology Center, Concordia University, at 879-8082.



Eyes Examined

Contact Lenses

Dr. David Kwavnick, O.D.
Optometrist

Tel. 933-8700
933-8182

1535 Sherbrooke St. West
(Corner Guy)

You have a lot on your mind.

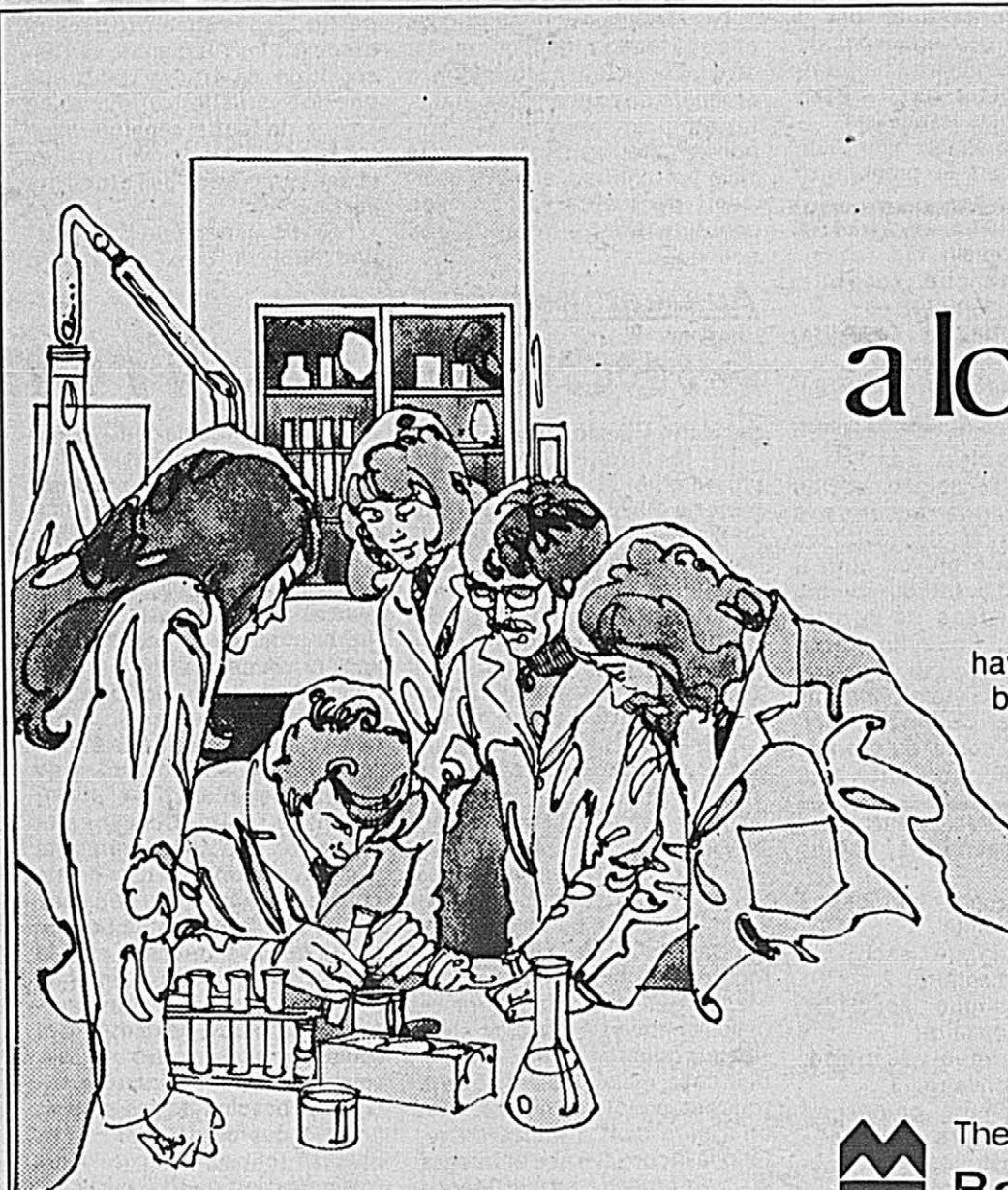
You're busy. You probably don't have time to think properly about your banking arrangements. That's when you should let your bank do some thinking for you. A little bit of help could make all the difference to your finances. So, if you have any money questions (or even if you don't), come and see us.

Let's
talk!



The First Canadian Bank

Bank of Montreal



Developing-area studies:

Solidarité entre les membres du Centre

par Marie Poirier

Le Centre for Developing-area studies, (CDAS), centre de recherches sur les sociétés du Tiers-monde, affilié au département des études graduées à McGill, fait face à des coupures de budget pour l'an prochain à moins que les négociations avec le doyen des études graduées amènent un assouplissement des contraintes budgétaires.

Face à cette situation qui affecte tous les départements à McGill et ailleurs, le but du directeur du Centre, le professeur Richard Salisbury, est de "minimiser les effets des coupures". L'opulence et les grands projets sont bel et bien terminés depuis la fin des subventions de la Fondation Ford en 1968. D'un autre côté, pour Rosalyn Boyd, directrice des publications, le nombre de professeurs travaillent au centre a peut-être diminué mais ceux qui restent sont plus impliqués dans leur travail et peuvent poursuivre leur recherche dans un esprit plus créatif.

Les gros sous

Le centre a été fondé en 1963 avec un don de la famille Bronfman. Il s'agissait d'un montant initial et espéraient que d'autres prennent la relève du financement. La Fondation Ford a injecté des fonds de l'ordre d'environ 150,000 dollars par an jusqu'en 1968. A cette époque, il était plus facile d'inviter des professeurs, des chercheurs et de travailler à des projets importants. Stephen Randall, directeur du département d'histoire et maintenant membre du comité des publications sent que les meilleures années du Centre étaient à la fin des années soixante, même s'il n'était pas encore à Montréal à l'époque, à cause de la plus grande disponibilité de fonds.

Les membres du Centre se sont accommodés de leurs ressources monétaires réduites et disent souvent que le climat de recherche est meilleur depuis qu'il y a moins de fonds. Chaque professeur reçoit des fonds individuellement pour son projet de recherche, de sources variées mais surtout du Conseil des arts du Canada et le centre met à sa disposition un petit montant mais surtout de la documentation, des contacts avec d'autres professeurs et la possibilité de publier si sa recherche est acceptée par le comité des publications.

Le rapport annuel pour l'année 1976-77 montre que les sources de financement sont majoritairement de McGill, plus \$6,400 de l'Agence canadienne de développement international (ACDI) et cette même agence donne des bourses à des étudiants du Tiers-monde rattachés au Centre pour leur recherche. Pour Salisbury, le problème est le manque de diversité des fonds et la grande dépendance à l'égard de McGill et surtout du département des études graduées pour fournir des fonds. Le département des études graduées connaît, particulièrement cette année, des difficultés financières car le nombre d'étudiants du 2e et 3e cycle fluctue plus facilement que celui au niveau sous-gradué. La plupart des centres sont reliés à un département et sont moins sujets à ces variantes, le nombre d'étudiants étant plus stable, la majorité d'entre eux venant du Québec.

Un poste exigeant

Richard Salisbury, professeur d'anthropologie, est directeur du Centre depuis trois ans. Le directeur est nommé par le doyen des études

comité de nomination formé de participants du centre. Son poste est d'une durée d'un an, avec possibilité de renouvellement. Mais la plupart du temps, le directeur garde son poste pour une durée normale de trois ans, rarement plus longtemps, car il s'agit d'un poste à temps partiel, ajouté à l'emploi de professeur à temps plein (il est souvent relevé d'un cours).

Salisbury est très occupé par ses activités académiques qui comprennent, outre le Centre, le centre d'anthropologie rue McTavish et ses cours. Mais c'est sa participation à la Commission d'enquête du gouvernement québécois sur l'avenir des universités qui prend le plus de son temps. Il juge que sa charge au centre est terminée et qu'il est temps de laisser sa place à quelqu'un d'autre, qui pourra s'en occuper plus activement. Les discussions vont bon train et le résultat définitif sera connu en juin prochain. Salisbury ne démissionne pas, son engagement est terminé pour juin et il ne sollicitera pas sa candidature à nouveau. La charge du nouveau directeur ne sera pas spécialement facile à cause des coupures de budget.

Activités du centre

Le Centre concentre sa recherche sur l'Afrique, l'Amérique Latine et l'Asie. Autrefois, il était plus orienté vers l'Afrique, comme témoigne l'ancien nom de la revue du Centre, *Manpower and unemployment research in Africa*. Aujourd'hui, le mot Afrique est tombé, pour s'intéresser à d'autres parties du monde. Le Centre n'étudie pas le Moyen-Orient ou l'Asie de l'Est car il ferait une concurrence inutile à l'Institut des Etudes Islamiques et au Centre d'étude de l'Asie de l'Est qui ont plus de personnel qualifié dans ces domaines.

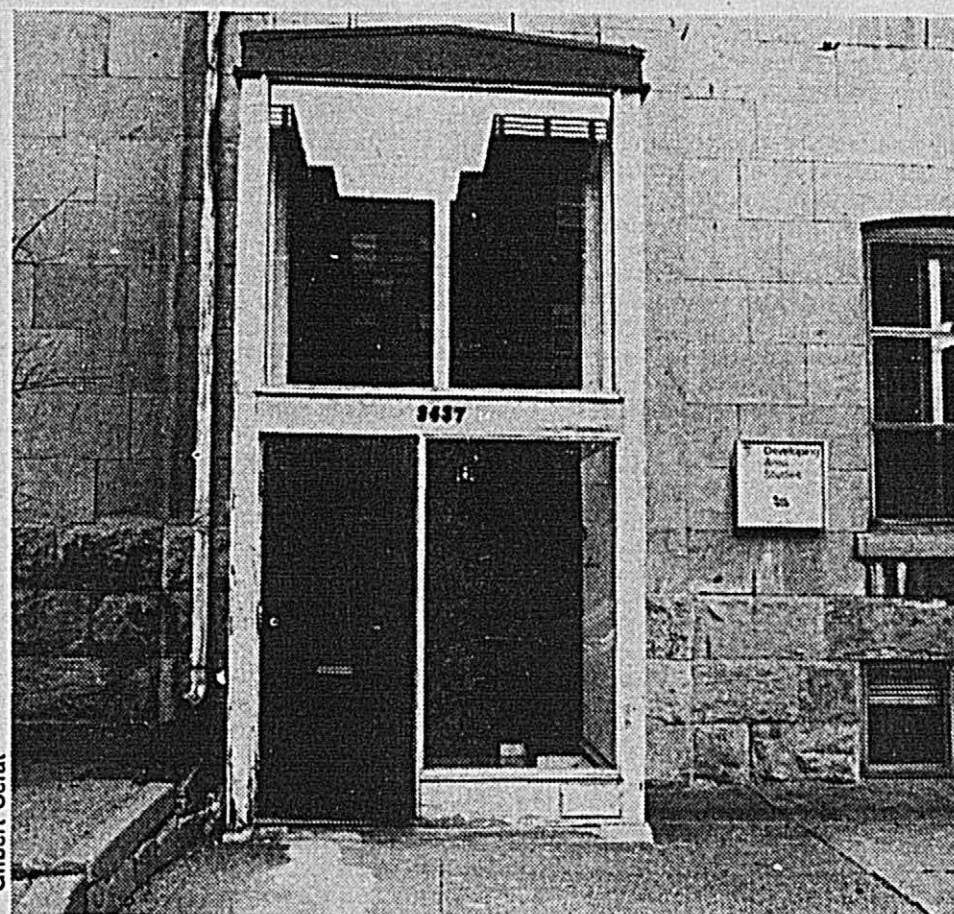
Les activités du Centre de recherches concernent surtout les séminaires et les publications. Durant l'année scolaire, les professeurs de McGill et d'ailleurs présentent des conférences sur un sujet du Tiers-monde. Il y a une fois par année une série de séminaires multidisciplinaires sur un thème comme l'Eglise en Amérique Latine, sujet de l'an dernier. Les professeurs présentent le fruit de leurs recherches à des séminaires ouverts à tous.

Le programme de publications est tenu en haute estime par tous les membres actuels ou passés du CDAS. Il s'agit d'un programme assez ambitieux, compte tenu du peu de moyens financiers et de la nature spécialisée de ces publications, qu'on ne retrouvera pas à la tabagie du coin. La directrice est Rosalyn Boyd, assistée d'un comité multidisciplinaire qui établit les critères de qualité et d'originalité pour la publication d'une recherche. La majorité des travaux soumis ne sont pas publiés à cause de contraintes budgétaires et aussi pour sélectionner les oeuvres les plus marquantes, non publier pour publier [*publish or perish*, l'éternel dilemme des universitaires].

Tendances politiques multiples

Le Centre est un endroit apprécié par les professeurs car il permet la discussion sur des sujets affectant le Tiers-monde comme les inégalités, la dépendance par rapport au monde occidental et aussi de se poser des questions sur la nature du centre et les moyens de le rendre encore plus un centre d'échanges entre professeurs de différents continents.

Il existe une multiplicité de tendan-



Gilbert Cerat

ces politiques, autant dans l'approche de la société que le rôle du Centre. Les catégorisations sont toujours difficiles car personne n'a la même définition d'un libéral ou d'un conservateur. Cependant, en prenant une définition traditionnelle du mot conservateur comme une personne voulant préserver le statu quo, cette tendance, apparemment forte dans le milieu des années soixante, a depuis quitté le Centre pour d'autres activités.

La majorité des membres pourraient être décrits comme libéraux, prônant des réformes et une meilleure répartition des richesses à l'intérieur du système capitaliste. Il existe une tendance socialiste, plus ou moins forte selon les évaluations, "même si les gens de cette tendance quittent le centre pour concentrer leurs énergies dans des domaines plus pressants comme le syndicalisme académique au lieu d'éparpiller leurs énergies dans plusieurs endroits," selon le professeur de géographie Warwick Armstrong, membre actif du centre, spécialisé sur la conscience politique de la paysannerie en Amérique Latine.

Pour le directeur Salisbury, les discussions politiques sont assez animées. Elles ont débuté avec la présence de Peter Gutkind et ses recherches sur les travailleurs d'Afrique de l'est. Le fait d'étudier les pays en voie de développement rend nécessaire des discussions sur des sujets comme la conscience politique, la dépendance... où les gens ont des solutions différentes pour régler les inégalités et la dépendance. "Mais tout le monde reste de bons amis après la discussion," dit Salisbury. Il semble exister une sentiment de solidarité entre les professeurs faisant un travail commun et faisant face à des problèmes communs de financement, qui, sans effacer les divergences d'opinions, permet au centre de fonctionner sans déchirement.

Des questions nécessaires

Des professeurs dont le domaine d'étude est le Tiers-monde se demandent le but de leurs études. Est-il

"correct" d'étudier ces pays ou si les universitaires occidentaux ne font que perpétuer la mainmise idéologique de l'Occident sur les peuples d'Afrique, d'Asie, et d'Amérique Latine?

Pour le directeur Salisbury, ce sujet "n'est pas maintenant un grand problème. Nous reconnaissons et respectons les sentiments des peuples du Tiers-Monde et les universitaires travaillent ensemble." Pour d'autres professeurs, cette question ne se répond pas si simplement et les rapports entre nantis et moins riches sont loin d'être d'égal à égal.

"Etudier ces pays est un sujet d'études très légitime mais il ne faut pas oublier que la solution aux problèmes de dépendance et d'inégalité doit venir de ces peuples eux-mêmes," dit Peter Gutkind. "Nous avons probablement plus à apprendre de ces peuples que nous avons à leur en montrer," dit Warwick Armstrong qui a enseigné à Santiago du Chili durant de nombreuses années.

Les professeurs les plus conscients politiquement ne perdent jamais de vue ces questions importantes lorsqu'ils étudient ces pays. Ils savent que les résultats d'une recherche peuvent servir à des fins non souhaitées comme à des fins militaires ou à des multinationales mais ils ne cessent pas leur recherche pour autant. Les universitaires peuvent se présenter comme une alternative à ces forces puissantes qui recueillent l'information de toute façon, ayant des moyens financiers considérables et étant des acteurs importants dans le Tiers-Monde. Des recherches sur l'inégalité et les rouages de la société servent à d'autres universitaires du Tiers-Monde qui expliqueront la situation au peuple et prendra une action quelconque en conséquence.

Le but du centre comme de tous les centres semblables, devrait être "un échange d'information et d'idées entre égaux," où chaque côté retire des enseignements. Le Centre doit penser à ces questions et redoubler de prudence pour éviter le paternalisme et d'imposer ses idées sous le couvert de l'étude.

Ateliers Populaires:

Comblant le besoin d'éducation

par Marc Boucher

Devant le peu de bienveillance jusqu'à ce jour ressentie auprès des organismes publics, les participants des ateliers populaires de Mercier, maintenant forts de l'appui des trois autres centres montréalais de culture populaire, multiplient moyens de pression et stratégies en vue d'assurer la survie économique d'un organisme menacé qui sait si bien se gagner la faveur des gens de son quartier.

Depuis 1970, quatre centres d'éducation populaire ont vu le jour à Montréal et leur popularité n'a cessé de croître au point de mettre leur survie en danger. Davantage que le Pavillon d'Education Populaire d'Hoche-laga-Maisonnette, que le Carrefour d'Education Populaire de Pointe Saint-Charles, ou même que le Service d'Education aux Adultes de Saint-Henri, ce sont Les Ateliers Populaires de Mercier Inc. qui éprouvent les plus sérieuses difficultés.

Ce dernier centre, celui de Mercier, offre gratuitement au public plus de 20 ateliers différents que l'on peut regrouper selon qu'ils appartiennent aux catégories que l'on peut regrouper selon qu'ils appartiennent aux catégories suivantes: Développement physique et personnel, Habilité créatrice et manuelle, auto-dépannage, communication-diffusion, socio-politique.

D'autres services y sont également disponibles, comme les prêts ou location à tarif très réduits de locaux à des groupes populaires, les différentes associations de groupes populaires, les séances et campagne d'information générale, les repas communautaires, et, en collaboration avec SOS Garderies, un service de garderie populaire à la disposition à la fois des participants aux activités du centre et des gens du quartier.

Ces quatre centres sont nés, tous un peu de la même façon, à la suite des revendications de groupes de citoyens de chacun de leur quartier. De caractère non-lucratif, ces centres, qui veulent s'impliquer au sein des besoins de la population qu'ils desservent, dépendent encore totalement de subventions provenant de deux sources: la CECM, qui verse une subvention équivalente au tiers du budget total d'un centre et qui lui fournit des locaux-écoles désaffectés et le haut Commissariat à la jeunesse, aux loisirs et aux sports.

Il fut un temps où les centres relevaient, non pas du Haut-Commissariat, mais plutôt du Ministère des Affaires Culturelles. Ce transfert en a surpris plus d'un quant à la place échue à l'éducation populaire dans notre société. "Que devons-nous conclure sinon que ceux qui administrent nos taxes, le gouvernement ne tient pas, lui,

au développement de l'éducation et de la culture populaire", lit-on dans un rapport du comité de coordination de Mercier. De l'avis de ceux qui s'intéressent aux centres d'éducation populaire, il existe une grande différence entre la culture populaire et le loisir, et le fait de relever d'un ministère à vocation non-culturelle constitue un sérieux handicap lorsqu'il s'agit de demander une subvention.

Devant les succès remportés par les ateliers de Mercier, leur subvention fut doublée lors de la deuxième année d'opération. Aucune augmentation ne fut accordée lors des deux années subséquentes. Et alors que cette année la clientèle et le nombre de cours ont tous deux triplé et qu'aux dires même du Ministre de l'Education, Jacques-Yvan Morin, la subvention allouée au service pour l'Education des Adultes s'est accrue de 42%, celle dévolue à l'éducation populaire dans Mercier n'a été timidement majorée que de 11%.

"L'implication dans les luttes du quartier, le développement du collectif, la prise en charge par les participants des ateliers", tels sont les principaux objectifs des centres populaires, objectifs que semblent avoir peu - ou trop - compris les commissaires de la CECM qui, en juin dernier, refusèrent d'accorder les subventions qui leur étaient demandées en alléguant que ce



Marc Boucher

Les ateliers d'éducation populaire répondent à un besoin réel d'éducation dans les milieux populaires.

genre d'organisme ne servait qu'à faire passer le temps à quelques ménagères n'ayant rien d'autre à faire. Non seulement convient-il de faire remarquer que les statistiques montrent combien large et diversifiée est la clientèle que rejoint les centres mais encore est-il curieux de constater que ces mêmes commissaires ont mis sur pied leur propre centre d'éducation "Populaire" où ils ont la possibilité d'engager le personnel qui leur convient et de mettre de l'avant les cours qu'ils jugent appropriés.

Il s'agit de justice sociale. Le

Ministère de l'Education admet lui-même qu'environ cinq fois plus d'argent est consacré au secteur universitaire en comparaison des sommes versées à la promotion de l'éducation populaire. Les centres répondent surtout aux besoins de gens qui, pour une foule de raisons, n'ont pas accès aux structures universitaires mais qui ont quand même droit à un retour de leurs taxes et impôts au chapitre de l'éducation. Dans un beau pays démocratique comme le nôtre, seuls les impôts seraient-ils vraiment pour tous?

D'une mare... ... à l'autre

Chrétien content

Lors d'une réunion Libérale tenue à Toronto, le ministre des finances Jean Chrétien a dit que "Ce n'est pas important que je sois le premier ministre des finances francophone; ce qui est important c'est que le fait d'être francophone ne m'a pas empêché de devenir premier ministre."

Le président de la réunion, John Turner, un des prédécesseurs de M. Chrétien a ajouté que les Canadiens perdaient l'espoir de voir leur pays rester uni. "L'élection du Parti Québécois, Turner a expliqué, va nous permettre de réarranger la constitution."

Un qui a compris

Le premier ministre du Nouveau-Brunswick, Richard Hatfield, a averti ses concitoyens que le "très compétent Parti Québécois" gagnerait le référendum à moins que les personnalités politiques canadiennes démontrent que leurs vœux sur l'égalité des deux nations étaient sincères.

Hatfield a ajouté que les réactions négatives à une éventuelle association économique entre un Québec indépendant et le Canada étaient ridicules. L'idée mise de l'avant par le gouvernement québécois est encore trop imprécise, a expliqué Hatfield. "On ne peut rejeter quelque chose que l'on n'a pas compris."

La troisième force

Gilles Caouette, le leader du Crédit Social par intérim, a dit que son parti désirait voir une constitution redéfinie. Caouette a ajouté que les dix provinces devraient s'asseoir autour d'une table afin de discuter les nouvelles modalités de la confédération. Evidemment aucune présence fédérale devrait se manifester lors de la rencontre. "Ce sont les provinces qui ont créé la confédération, donc ce sont elles qui devraient présider à la redistribution des pouvoirs au Canada."

A travail égal...

La société Saint Jean-Baptiste a demandé que le gouvernement québécois donne aux rassemblements séparatistes des subventions de l'ordre de huit millions de dollars afin de promouvoir la

séparation du Québec.

La demande a été faite dans le cadre des audiences du Livre Blanc sur le référendum. Le président de la société, Jean-Paul Champagne a déclaré que ces fonds balanceraient les efforts fédéraux mis en branle cet été. D'après Champagne, le gouvernement fédéral a dépensé environ 11 millions sur le thème de l'unité nationale.

La Chevalerie

Claude Bennett, le ministre de l'Industrie et du tourisme ontarien a déclaré que l'Ontario n'a jamais essayé de séduire des industries hors du Québec. Il a dit en Chambre que "Comme province nous ne sommes pas entrés qu'au Québec en ces jours difficiles. Il existe quelque chose appelé l'unité nationale."

Bennett a ajouté que le gouvernement ontarien était conscient que plusieurs compagnies québécoises voulaient déménager en Ontario. "Mais nous ne faisons aucun effort dans cette direction. Ce serait contre l'intérêt national."

Une pâle alternative

Selon le député de Mercier à l'Assemblée Nationale et ancien ministre du travail, Jacques Couture, "le marxisme a fait des ravages inouïs dans la gauche au Québec."

Le marxisme a fait ses preuves comme instrument d'analyse et de libération mais "il est un instrument de pouvoir catastrophique" car la dictature du prolétariat devient une dictature tout court.

Selon Couture, les militants de la gauche québécoise s'inspirent du marxisme parce qu'il n'y pas d'autre alternative qui présente un aussi grand espoir de libération des travailleurs. C'est donc au Parti Québécois de se présenter comme alternative au marxisme.

Quelle pâle alternative en perspective...

Avant de m'assagir

Le député de Mercier, Gerald Godin, voit son passage idéologique du socialisme à la social-démocratie (celle du PQ) comme un acte "adulte": "avec le temps et l'entrée en contact avec les réalités sociales et culturelles, j'ai compris que le PQ allait dans la direction que je veux et que c'est un véhicule qui n'a pas d'équivalent présentement au Québec. Il représente vraiment le peuple québécois."

Contributions de Daniel Boyer,
Marie Poirier et Marie Claude Saint-Laurent



Letters . . .

continued from page 16

the Palestinians were not paid "retribution" for their land. When have displaced people ever been given genuine compensation for the loss of one's home and way of life? However, the evidence is not that the Palestinians were thrown off their land. They fled, with or without cause. Fleeing they became refugees. When and where have refugees ever been made graciously welcome? If you are concerned take a look at the refugees and how they are treated. What you will find will force you to give Israel credit. The Palestinian refugees are treated better and provided with more by Israel than within any other host country. Furthermore Israel does not debase them by using their poverty and misery as political and propaganda tools.

The question was asked "why does a Jew from Europe have more rights in Palestine than a Moslem born in Palestine?" Does he legally? It is doubtful. But in reality to oversimplify, because Jewish Israelis are currently the status quo in Israel. Everyone seeks to protect her/his own interests. But if it is justice you are seeking compare the treatment of non-power groups within Israel to that given to non-power groups in other middle eastern countries — compare the rights of the refugees — the incorporation into the political process. No country may come out smelling like roses, but Israel certainly does have one of the better records.

It was supposed that Israel is merely the product of some unfortunate circumstances. A very dubious supposition. Has Ms. Jones never talked with a Zionist? One could as easily say that the Irish Republic is the product of careless British management. Both the Republic of Ireland and Israel were built by the dedication to a cause, a dream, an ideal. Indeed Palestinians have become dedicated in such a fashion. Their needs and wants will have to be answered.

A striking error in Ms. Jones' letter was its strict and inaccurate definition of what it is to be a Jew. It was stated that race is also a people who have shared a common tradition and historic experience. The Jewish people have much tradition, a long history and a record of persecution that chills. To the discomfort of many of their former persecutors the Jewish people have kept written records and have long memories.

The outcome in Palestine/Israel will come and will go. The Palestinians shall continue to make demands upon the Israeli and Muslim state systems and these systems must respond. It is the strength of the dedication of the Palestinians that will dictate the nature and success of those responses in regards to their cause. Whatever the outcome is to be it is not ours to decide but theirs.

Burke Anderson

change clutter for coin!

You can sell your used, good condition rock, jazz & classical records to us. Also paperbacks & comics.

cheap thrills

1433 bishop
844-7604
open from 11 am.

p.s. you can also buy from us.



McGILL LITERARY JOURNAL

A Journal of Scholarship & Literary Criticism

The editors are now accepting submissions for the Spring, 1978, issue. Articles dealing with all fields of literature will be considered and all members of the McGill community are invited to participate.

Inquiries: ELA Office Arts B-20 392-4483



EVERYTHING FOR THE ARTIST

1396 Sherbrooke St. W.
corner Bishop
842-4412

For the best home-made sandwiches, try

PLAZA DELI

Bagel and Cream cheese \$1.25

All kinds of cheeses Party trays

3460 Peel Open daily 8 am-10 pm Cold beer **843-3053**

FAMOUS **McGILL PIZZA**

364 MILTON



Best quality lowest prices

11.00 a.m. - 2.00 a.m.
Friday & Saturday to 3.00 a.m.

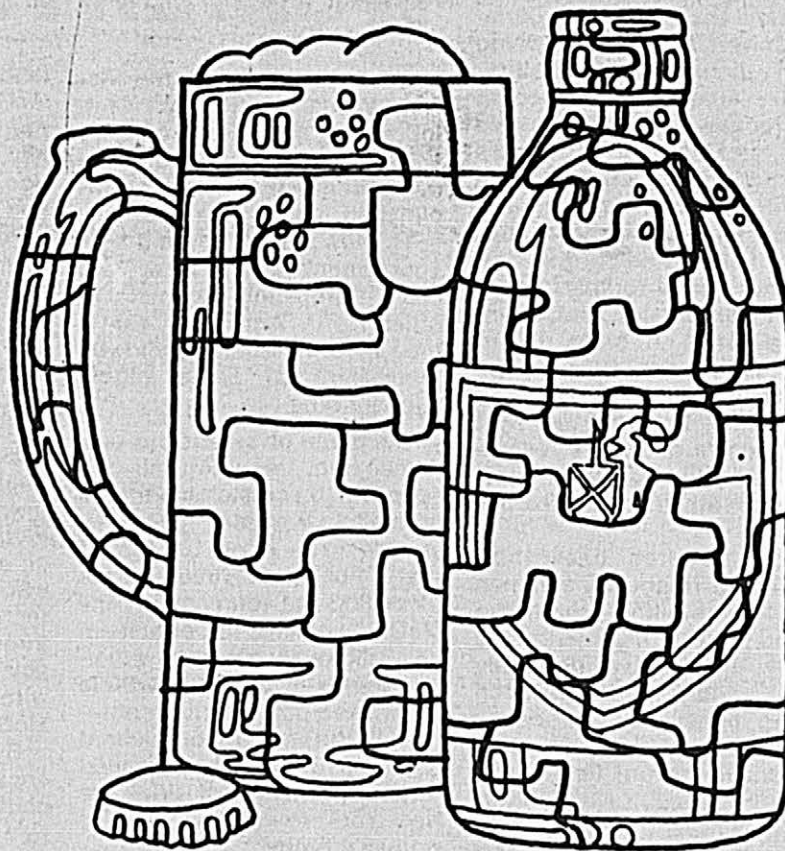
TEL: **845-8011**
845-8382

OFFRE SPECIALE
SPECIAL OFFER

ACHETEZ 5 PIZZAS ET PAYEZ 4
BUY 5 PIZZAS AND PAY 4
20c DISCOUNT
ON PIZZA PICKUP

20c ESCOMPTE SUR PIZZA PICKUP

O'Keefe Presents



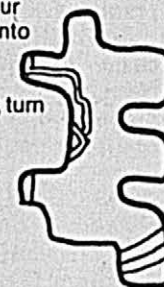
Have an O'Keefe.



The easy drinking ale.

We've turned the picture of our O'Keefe bottle and the mug into a jigsaw puzzle. But, one piece is missing. Figure out where it goes. For the answer, turn this ad upside down.

The missing piece fits into the middle of the label on the bottle, as if anybody had to tell you, you clever devil.



Laval may dump QUAA

by Richard C. Jablonski
and Robert R. Beaudin

What is potentially the most volatile issue to hit the local university sports scene in some time came to a head recently with allegations that Laval University, until this year a member of the Quebec Universities Athletics Association, had applied to the Atlantic Universities Athletics Association for membership in that conference. Laval's move could theoretically have tremendous impact upon the future of intercollegiate athletics in the Province of Quebec.

Prompted by what it referred to as "philosophical differences" between itself and other universities in the province with regard to recruitment of student athletes, Laval formally withdrew from the QUAA at the conclusion of the 1976-77 academic year. In a letter to Jacques Loiselle, the Director of Laval's Sports Activities Service, dated June 29th, 1977, the Board of Directors of the QUAA "unanimously accepted" Laval's withdrawal and defended its remaining member institutions from criticism.

The issue of Laval's withdrawal and potential reinstatement had been approached in a somewhat matter-of-fact manner until this past week when, in an interview with a *Daily* reporter, Concordia basketball coach Doug Daigneault broadly stated that Laval was "shopping around". "I heard a few weeks ago for the first time," the coach continued, "that Laval approached the AUA for conference recognition."

A quick telephone call to Ms Elizabeth Chard, President of the AUA, revealed the fact that: "On one occasion only Laval approached the AUA." Chard went on to say that: "No further comment would be given" and "You (the *Daily*) should be very careful about what you say."

When informed of the statements of Daigneault and Chard, Laval basketball coach Bob Descheneaux defended the position his university had taken. "The QUAA," said Descheneaux, "has not catered to the needs of all of its members. There are only two sports played big time in the league" (basketball and ice hockey). Descheneaux denied the rumour that Laval had formally applied for membership in the AUA, although he admitted that "we (Laval) will seek more competition with the AUA".

McGill's Director of Athletics, Bob Dubeau, is justifiably concerned with the recent developments in the Laval case. "It would be political suicide," Dubeau said with reference to Laval entering the AUA. "They

would have a lot of trouble with the Quebec press, the provincial government and their own students."

Basketball coach Butch Staples, a member of the QUAA's Internal Affairs Committee, confessed that he knew nothing of the rumours surrounding Laval. Of the overall QUAA situation, Staples said, "It's a matter of personalities. There is a bad feeling and an inability to communicate between several of the schools in the league."

The most popular theory with regard to Laval's withdrawal from the QUAA, at least the one that has been made public, is that the university is disgusted with the recruiting tactics of two member institutions, Concordia and Trois Rivières. It withdrew from the league in the hope that it could pressure the remaining schools into granting concessions on the rigorous enforcement of new recruiting rules. So far, no one in the QUAA is in a conciliatory mood.

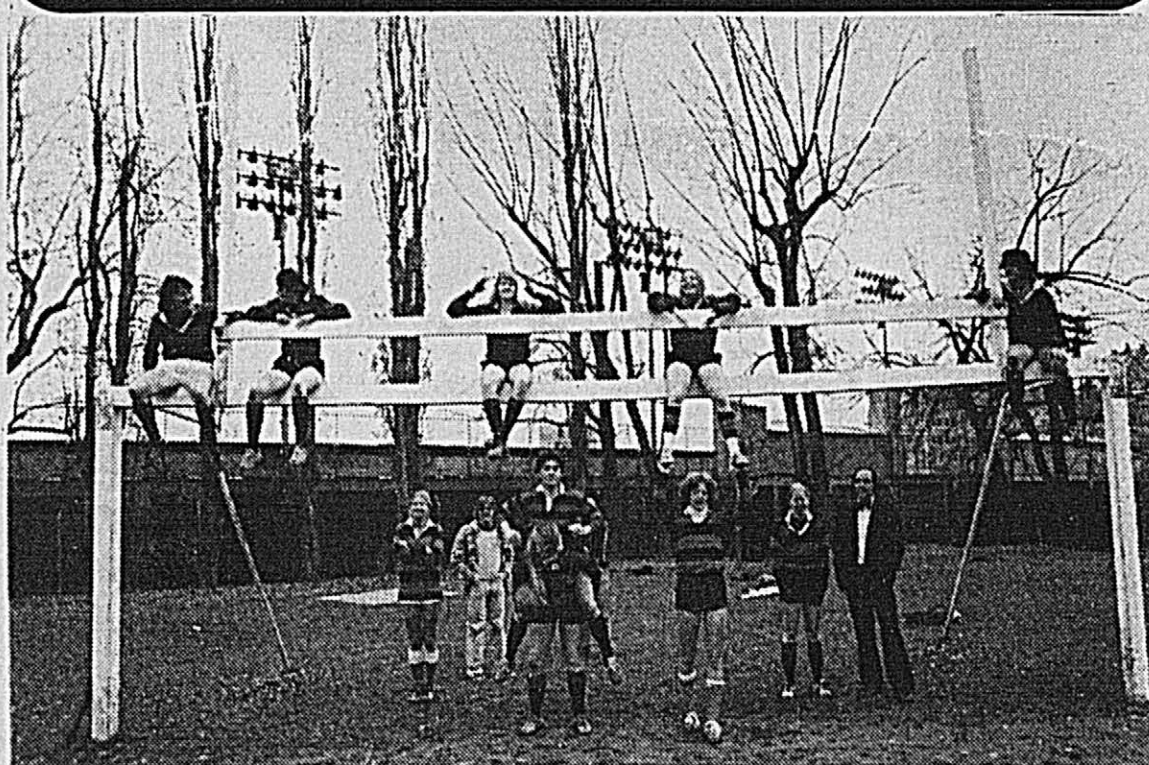
Among the concessions which Laval would no doubt want to see granted is the elimination of the so-called "five year rule". This rule allows American student athletes to complete their studies at Canadian universities while receiving a fifth year of athletic eligibility. McGill, among others, could never concede to Laval on this issue, as fifth year performers are vital to the effort of the Redmen football team in the Ontario-Quebec conference. Laval, it should be pointed out, does not have a football team.

Curiously enough, Laval went to the AUA in order to put pressure on the QUAA. The hypocrisy of the move speaks for itself, in view of that conference's notorious reputation for overemphasis of intercollegiate athletics and recruiting.

Trois Rivières basketball coach Paul Thibodeau summed up the prevailing sentiment around the QUAA with his remark that: "Laval definitely made a very poor move in leaving the league." Thibodeau and his team recently lost All-Canada forward Peter Ryan to Saint Francis Xavier University, a member of the AUA, a fact which may effect the coach's opinion of the Maritime conference and its recruiting practices.

The battle lines have certainly been drawn; the time of decision is near. What is at stake is quite simple: the future of intercollegiate sports, as we know them today, in the Province of Quebec. More will be known on the outcome of this issue after the Board of Directors of the Canadian Intercollegiate Athletics Union meets in January.

Daily Sports



The McGill Women's Rugby Club placed second in the recent seven-a-side tournament held in New York City. On the crossbar, left to right: Kathy Bennett, Karen Blair, Cory Logan, Dot Logan and Ann Daley. Below: Selgi Richardson, Collin Yarrow, Kate Hancock, Andrea Porter, Sue Seguin, Edith Livingston and Smooth Bob Karniol in his Dior suit.

NYC tournament:

Women ruggers place

This past weekend, the McGill Women's Rugby Club topped off its fall season with an especially memorable accomplishment, a near championship in the Twentieth Annual New York Seven-a-side Tournament held in New York City. Competing against 13 other North American teams, the McGill women showed themselves to be a highly superior side.

The game of sevens is very demanding, requiring all the speed, skill and stamina that is normally necessary for rugby and an extra effort on top of that. For the three weeks preceding the tournament, the McGill women's sevens team had religiously attended grueling workouts at the mudhole known as Forbes Field in order to put forth what tournament organizer Doug Izbeck called "one of the very best sides the New York sevens has seen of women's rugby".

Saturday morning, the crew of seven walked on to the pitch to face Chesapeake of Baltimore, Maryland in an opening round match. In a fast-paced and vigorous game against a fairly evenly matched team, the McGill women received their first taste of sevens rugby. With an extra edge of determination, the women held their own and were victors by a 6-0 score.

With hopes and spirits running high, and Montclair, New Jersey running rather weakly

(and in some cases not at all), McGill took its second match by the largest margin in the tournament, 32-0. Although the opposition in this match was almost non-existent, McGill maintained a level of consistent, well-coordinated team effort. This trait was evident throughout the tournament, as the women displayed the necessary tight play which is the basis of sevens rugby.

By this time, the McGill women were ripe for the semifinals. The opposition, a team from Delaware, was a strong, intelligent group, with a number of exceptionally fast sprinters who were frustrated by the fact that they could not break through McGill's insurmountable defence. The match ended with a score of 12-0, putting the McGill women in the finals.

By 6 pm Saturday, it was snowing in N.Y.C., with the chill factor putting the temperature at -15 C. The McGill women commenced to play the final game against Portland, Maine in Downing Stadium. Both teams were somewhat tense, relying upon adrenalin reserve after a long day of rugby.

Portland is a strong team which has been undefeated in every tournament that it has entered. Portland's reputation as a feisty group of rugby players proved to be a pique to McGill's spirit. The match was a rugged battle for the championship, with the unending determination of each team prevent-

ing any score. After the second overtime period ended scoreless, the team captains and tournament officials held a meeting in the snow and decided to end the match with a series of unopposed field goal attempts. The best of three kicks at the goal would determine the winning side.

Under incredible pressure and general disenchantment with the ruling, McGill attempted the first series of three kicks. Portland won the tournament by putting one more ball through the uprights. Portland was as dissatisfied with this method of elimination as was McGill, however, its team walked off the field as champions. The McGill club placed an extremely close second out of 14 teams.

When questioned on team sentiments concerning the near victory, team captain Kate Hancock replied: "None of us felt that we really lost the tournament. In fact, there was even some discussion of sharing the championship."

The McGill women had the most impressive record in the women's division of the tournament. No opposing player crossed their try line throughout the entire tournament, and they were the victors of the highest scoring game. The only score against McGill was the final kick, concluding the third successful season of competition for the women's club.

Hockey feature:**Top line in the league**

by Marvin Miller

The red light shineth brightly behind QUAA goaltenders this year, at least partially as a result of the "new-look Redmen".

The new-look offence is spearheaded by the number one line of John Swan, Jeff Taylor and Barry Ross. The threesome has baffled opposing coaches and netminders this season, while combining for 20 of McGill's (league-leading) 45 goals to date. They are presently one-two-three in the "League Universitaire de Hockey" scoring race. As a result, this year's ever-increasing Winter Stadium crowds have something special to cheer about.

But what makes a line work well together? What is it that they have that other teams' lines don't? It's difficult to assess why a line clicks, but each player has suggestions to forward.

Left winger Jeff Taylor looks at it this way. "All three of us can score, and no one carries the line. So they can't key on one player. It's definitely speed we rely on."

Yes, they do rely on speed. They are so fast that they not only end up with numerous two-on-ones and three-on-twos, but their quickness allows them to get back on defence before the other team gets a chance to set up.

They play a particular type of offence which suits them ideally. Right winger Ross explains. "Jeff and I forecheck and back-check while Swanee controls the middle. That way we use our speed best."

Ross is probably the team's fastest skater. The Montreal native played for Dawson College last year, and was captain

of the Lachine Juniors several years ago when they were champions. He leads the QUAA with 11 goals, including an incredible five goal performance in a game against Bishop's.

In the past, before coming to McGill, Ross was an intimidator, spending considerable time in the penalty box. Last year, he was suspended for three weeks. But now, he prefers the role of goal scorer. Why the attitude change?

"I realize just how well our line can do," says Ross. "Also, Herb (coach Madill) has really helped me a lot. I learned more this year in fundamentals from Herb than in the last ten years." Unfortunately for the Redmen, Ross has been shelved for four to six weeks as the result of a shoulder injury sustained during last weekend's loss to Trois Rivieres.

Swan also has praise for Madill. Don't forget to mention Herb. He's the reason we're here."

A native of Burnaby, British Columbia, centerman Swan is just 19 years old. He is a much improved player over last year, mostly because of a change in his attitude. Like Ross, Swan spent a good part of many games last year in the sin bin. Now, although he still loves to intimidate, he is staying out of the penalty box. He says, "I realized how stupid it was to play that way, I just wasn't helping the team." Well, his 7 goals and 13 assists have certainly helped the team this year.

However, there is more to hockey than just scoring. How about defence? A quick glance at the plus-minus figures reveals that all three players are up around plus 13 or 14 for the year, and although there isn't a

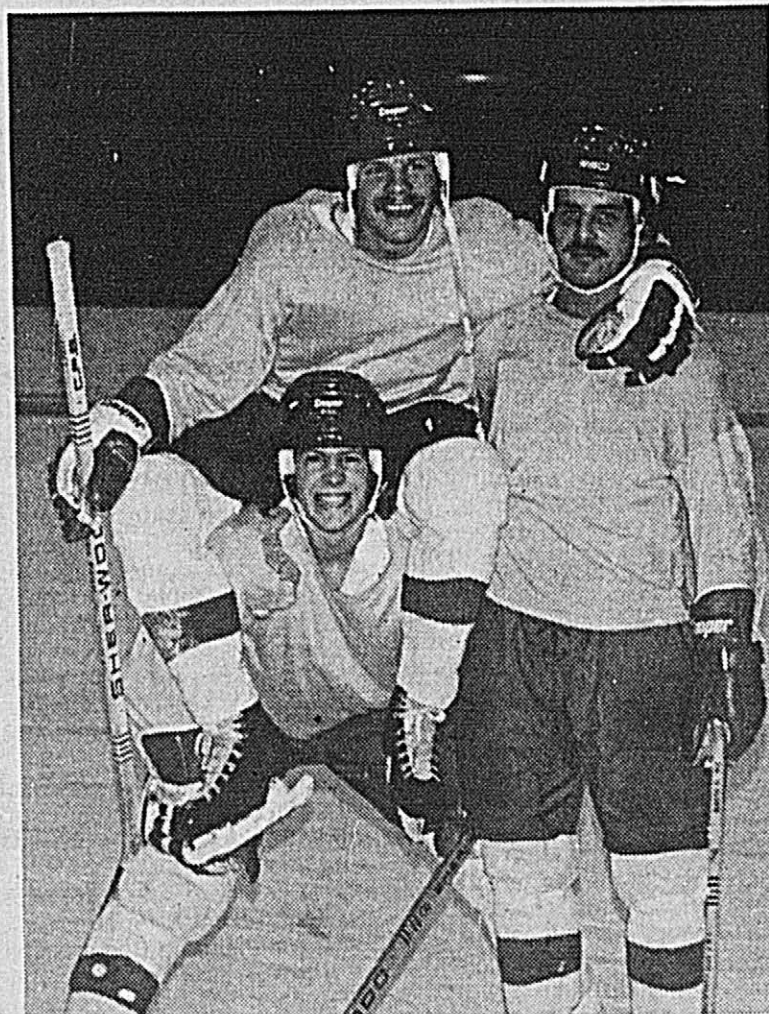
Ron Andrews (NHL statistician) around to verify this, that figures to be among the league leaders.

A hockey team cannot win consistently with only one line. Right Buffalo? Right Canadiens? The Redmen have more than just one line. Swan commented on the rest of the team's scoring.

"There is no pressure on us to score because the other lines can score too, not like last year. So that makes our line even better."

As far as personal goals are concerned, all three members of the line unselfishly agree that, as long as they end up one-two-three in the scoring race, it doesn't matter who finishes first.

So there you have it. Hockey has seen the Production Line, the Punch Line, the GAG Line, the 3M Line and the French Connection. While Swan, Taylor and Ross may not inspire quite such a colourful tag as those lines have, around the QUAA one name does apply very well to their play to date: the Best Line.



The Red Light Express: McGill's first line of John Swan, Barry Ross and Jeff Taylor take a break during recent practice.

Soviet doctor heads Concordia symposium

by Danny Young

Ever since the 1972 Russia-Canada hockey series, Canadians have taken more and more interest in the supreme knowledge of Europeans in the field of physical education.

Dr. Edmund Enos of Concordia University organized the Institute of Comparative Physical Education in an effort to stimulate the study of physical education as a science through-

out the world. The Institute has made significant progress in international cooperation through its 56-nation membership.

Dr. Enos completed an agreement this fall with the USSR for Dr. Yakov Kotz to participate in the first Canada-Soviet Symposium on Electrostimulation of Skeletal Muscles. This symposium began on December 4th and will continue through December 12th at the Loyola campus of Concordia University.

Specializing in exercise physiology and neurophysiology of motor control, Dr. Kotz is recognized as one of the world's leading scholars. His latest accomplishment is the development of a new instrument and method of electrostimulation of skeletal muscles. Many experts believe that once the instrument is fully researched, it could be classified as a major scientific discovery.

Dr. Enos, who appeared on CBS's "Sixty Minutes" discussing East German athletic training, has spent four summers studying in the USSR and other European countries. He has applied many of the latest developments in physical education to Canadian athletes and in his work with the New York Rangers.

Dr. Enos, who is very enthusiastic about Dr. Kotz's visit, pointed out some of the benefits that are possible from the Soviet doctor's discovery. "Use of the Instrument has

produced remarkable strength gains in trained and atrophic muscles. If during additional research, the same results are achieved, the instrument could be the answer to restoring the health of geriatric patients bedridden because of weak quadriceps muscles. Also, Dr. Kotz's instrument has an immense potential in the training of athletes and in rehabilitation from injuries."

Dr. Kotz is the author of the texts "Organization of Voluntary Movement" and "Physiology of Man and Regulation of Man's Posture." In addition, he has written over 120 scientific articles. The prestigious scientist is presently chairman of the Department of Physiology at the Federal Institute for Physical Culture and Sports in Moscow.

Dr. Kotz's visit was preceded by four years of negotiation and marks a major breakthrough in international science and medicine. The Soviet M.D. will lecture and conduct laboratory and research periods during the symposium in his first visit to a western country. It is hoped that this symposium is only a start towards better cooperation between the USSR and Canada in physical education and medicine.

An invitation to the symposium has been extended to McGill graduate students and professors. Anyone desiring further information can contact the Bio-physical Education Department at Concordia.

Broadcasting sports:**Radio covers Redmen**

He's to the 10... 5... TOUCH-DOWN!!! Pulls up for a twenty footer ... YYYYYESS!!! Cuts into the slot, dekes, shoots... SCORES!!!

Is it Frank Gifford? Marv Albert? Danny Gallivan? No, it's none of these. These sounds are coming from the broadcast booth of Radio McGill at Redmen football, basketball and hockey games adding a brand new professional dimension to intercollegiate sports at McGill.

The efforts of station manager Gary Kanofsky, program director Bill Cameron and sports director Danny Young make the live coverage humanly possible. Bell Canada lines and a portable mixing unit make it technically possible.

Radio began its sports broadcasts with the Concordia vs.

McGill football game on October 1st. Danny Young did the play by play with Richard Jablonski doing the commentary and Robert Watt adding statistical and game analysis. The three man team worked out quite well and successfully broadcast four football games. CBC's Bob McDevitt, who shared the booth with the Radio McGill trio, was quite surprised. "I was very impressed. Those guys do a very good job."

With the football season over, Radio has moved to the Currie Gym for Redmen hoop action. Danny Young and Robert Beaudin do the games while John Porter expertly engineers from Radio's home base in the University Centre. One outstanding feature of the basketball broadcasts is the use of a special mike to pick up conver-

sations at the team benches during timeouts. Fortunately, Coach Staples doesn't swear in these situations.

Rounding out Radio coverage is the description of Redmen hockey games. Although only one home game was done this semester, Radio promises to cover the majority of home games next semester. Robert Watt will pair up with Danny Young to follow a season that will hopefully lead to a first or second place finish, allowing Radio to cover the playoffs at the winter stadium.

During a basketball game last week, Radio held up the action for 40 seconds while a commercial was played. The move annoyed the crowd, but, as one fan put it, "At least someone takes these games seriously."

Old Montreal...

continued from page 25

"The foundation will open an office in Old Montreal — something highly visible, so investors, families looking for apartments, real estate promoters can come in and learn about the local situation. It will serve a coordination function. And, as a non-profit private foundation, its motives won't be suspect."

Public accountability needed

It is obvious that in reviewing the past and exploring the future of Old Montreal, one element is dominant: there has been a complete lack of any public input into the rebirth of the old quarter.

For decades, either government bureaucrats or wealthy do-gooders have effectively excluded the people of Montreal from having any role in the administration of the old city. No matter how well-intentioned such organizations as the Old Montreal Foundation is nor how much the composition of the Viger Commission changes, there still will exist a large void. The fact remains that institutionalized citizen-participation does not exist in Montreal.

New York knows how

Phyllis Lambert, in a recent issue of SOS Montreal, the Save Montreal publication, proposed the establishment of a system such as exists in New York. Basically, the New York system encourages maximum citizen-participation throughout the process of designating landmarks and historical districts, and approving exterior changes to buildings. Unlike the Viger Commission, the New

The Viger Commission

1. The commission receives a request
2. It reviews and prepares requests for public hearings
3. The list is published and advertised
4. There is a fixed public hearing
5. The commission then votes on the designation
6. All designations are subject to veto or change by the Board of Estimates, the top elected city officials
7. The Board of Estimates receives advisory reports from
 - a. the Planning Commission
 - b. other departments concerned

York commission's members are chosen by strict criteria. At least three of its members must be architects, one realtor must be appointed, one planner or landscape architect, one historian specializing in the history of New York City and the five members-at-large are usually attorneys and others familiar with city government. The New York Landmarks Preservation Commission also has a large full-time staff of specialists. Lambert outlined the process by which a building is designated as a landmark.

In the New York City system "all this process is designed to ensure that the Commission will not act capriciously or in

reaction to purely local or ephemeral pressures. It also means that once a landmark passes this review, it carries with it the full weight of official city policy."

"The process and services are open to the public and institutionalized. Such procedure is basic, for it is accountable, inherently more just, and it broadens the constituency and requires involvement. And, like any other well-designed requirement, its consequences are directed and meaningful. Two obvious consequences of the open process are the need to establish written standards and the need to create a published master plan."

The future of the old city

Old Montreal is not only one of the most valuable examples of our cultural heritage, it is also a vibrantly alive neighbourhood with a rich mixture of people and activities. Whether the historical quarter ever achieves its full potential depends on whether we can do away with the attitude that urban development and restoration should be left in the hands of faceless bureaucrats or dreamers who want to create cultural Disneyland. The people who care about Old Montreal, those who live there, work there or simply feel it belongs to them are the ones who should decide its future.

City-Wide Chanukah Dance



tickets for 2 to
Scandinavia via
SAS [lottery]

food bar prizes disc jockey

Date: Sat. Dec. 10th
Time: 8:30 pm
Place: U. of M.
Salon Communautaire
2332 Edouard-Montpetit
Cost: \$2.25 tax incl.

no jeans please!

tickets now available at all Hillel
branches and at the door.



HILLEL

845-9171

Take home the Heineken

leir en Beer

IMPORTED

Heineken

HOLL

HEINEKEN LAGER BEER

BREWED IN HOLLAND

Take home the taste.
Enjoy the smooth,
light flavour.
Take home the satisfaction
of Heineken beer.

It's all a matter of taste.

IMPORTED HEINEKEN - AVAILABLE AT LIQUOR STORES
Represented in Canada by Sainsbury International Agencies Ltd.

CHMC Scholarship Program

CHMC announces that up to 100 University Scholarships will be awarded for 1978-79 to assist graduate students in their study of the social, physical, economic or management aspects of housing. Scholarship benefits include a stipend to cover personal living expenses, an allowance for dependent children, payment of tuition fees, and reimbursement of the cost of travel from place of residence to place of study. Candidates must be following a graduate program of study directly related to the field of housing.

In addition, up to 25 Open Scholarships will be awarded to assist those wishing to carry out individually-designed programs of study in specific areas of concern to CHMC. Candidates for this award may choose to carry out their work in any setting appropriate to their particular program of study.

For further information, contact your Fellowships Office, Dawson Hall, Rm. 311, or write to:

Administrative Officer
Scholarships
Central Mortgage and Housing Corporation
Ottawa, Canada
K1A 0P7.



AT A PRICE STUDENTS CAN AFFORD \$10 per day

Includes: 1 night accommodations, two vegetarian meals per day, 8 miles cross country trails, free lift tickets, yoga classes, sauna bath, free group ski lesson, and meditation session. All at an UNBELIEVABLY LOW PRICE!

The only place in the North where you can find vegetarian meals, known for its sumptuous homemade Ashram Wholewheat Bread. The camp where Arne Leuchs, author of the well-known book *Ski with Yoga*, studied yoga. Founded by Swami Vishnu Devananda, author of *The Complete Illustrated Book of Yoga*.

Bus departs from Montreal each Saturday morning.

Yoga camp, 8th ave., Val Morin, Qué.

For information call: 279-3545 or (819) 322-3226

A UNIQUE EXPERIENCE!



*Season's
Greetings*

Now
Open

FELLINIS

3899 St. Lawrence Blvd.
Tel. 284-0664
284-0647

SPECIALTIES: Submarines
Pizza
Spaghetti

FREE delivery after 5 pm —

Clip this coupon and get 10%

DISCOUNT on presentation at the
restaurant

YOU'VE TRIED EVERYBODY ELSE — NOW TRY US!



SUBSTANTIAL SAVINGS

FRYE® BOOTS

men's-ladies' sizes 4-13

large selection—huge stock [closeouts \$45]

50% off Frye Mocs

LEE

goose
down

PARKA \$49

Leather jackets from \$60,
sheepskin coats \$289.

Timberland waterproof, insulated boots \$57.

[men's & ladies']

bags - wallets - briefcases - gift items

CRISPIN LEATHER

160 College St.
Burlington, Vermont
802-863-2216

[across park from bus station]

Open 'til
9:00 pm
Mon.-Sat.

Hundreds of stores are full of cross country skis.

Peel Cycle Centre is full of cross country skiers.

With the boom in cross country skiing, you can get your equipment just about anywhere these days.

And that's fine. As long as you don't mind being fitted by someone who knows more about hammers or party hose.

At Peel Cycle Centre, we know cross country skiing. So we know we can do more for you.

In addition to stocking the most comprehensive selection of cross country skis & boots in the city, we can pine tar your skis, install your bindings, dress you up in everything from down-filled parkas to the latest in cross country fashions. Even supply winter camping equipment and freeze dried foods.

At prices that made you think about the department or hardware store in the first place.

But more than all of that, you can get something else at Peel Cycle that you rarely find.

A guarantee in case your skis break. Free lessons.

And good advice.

Like how to choose the right skis for you. (The wrong size can be a disaster worse than a January rainstorm). Or how to wax your skis like a pro. Or where to find a great trail that all Montreal hasn't heard of.

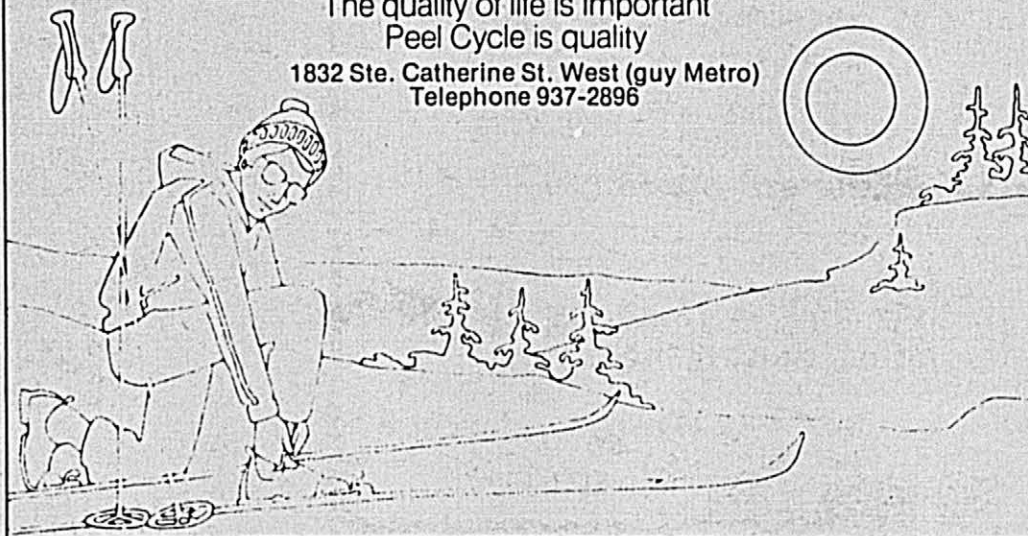
And it's simply because we're not just a store full of cross country skis.

We're cross country skiers.

Peel Cycle Centre.

The quality of life is important
Peel Cycle is quality

1832 Ste. Catherine St. West (guy Metro)
Telephone 937-2896



500**USED FUR COATS**raccoon,
muskrat,
fox, etc.Cleaned and repaired
from \$45. to \$999.**GRIZZLY FURS**

152 Prince Arthur Est

*Season's
Greetings***ROCK
FOLK
JAZZ****BRITISH &
AMERICAN
IMPORTS**Call our "Hot Line"
at 849-2269
for information on
new imports and specials.**2000 PLUS**The Record Store • Le Magasin du Disque
1449, rue Mansfield Street, Montréal, P.Q. (514) 845-2139**2020
UNIVERSITY'S**
Gourmet
International**2020**
university

offers you a

**"Christmas Shoppers
Late Lunch Special"**

from 2 pm-9 pm until December 24th

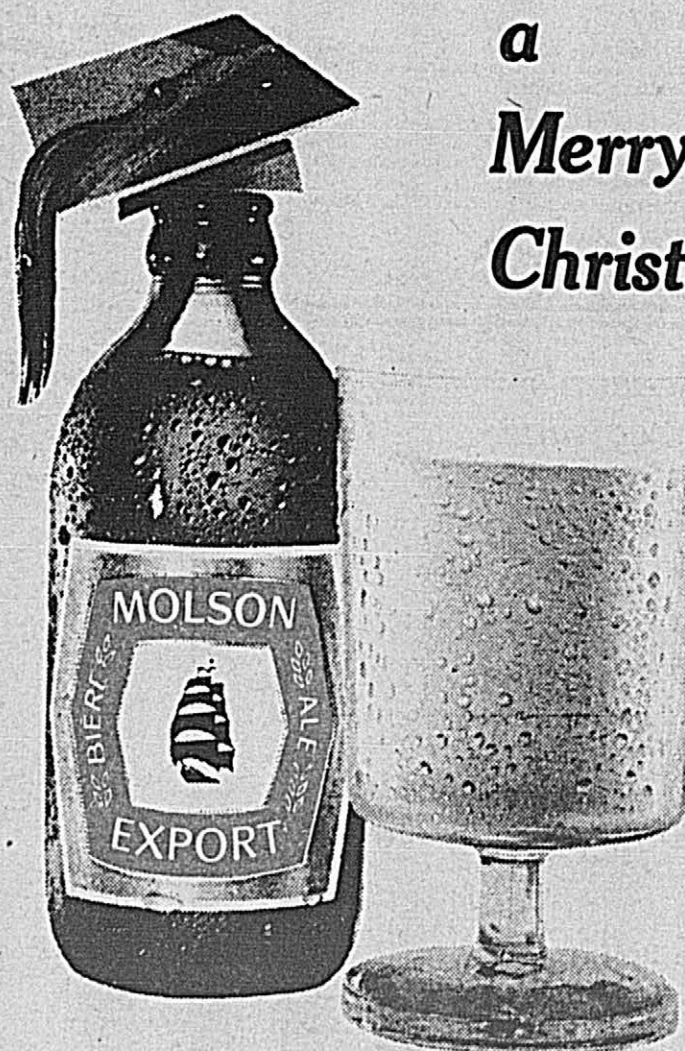
~~~~~  
WE'VE GOT YOUR CHRISTMAS GIFTS ALL WRAPPED  
UP!

Free gift wrapping for all 2020 clients

December 12-24 10:30 am - 9 pm

De Maisonneuve Level

(with proof of purchase)

*Wishing you  
a  
Merry  
Christmas*

Graduate to good taste